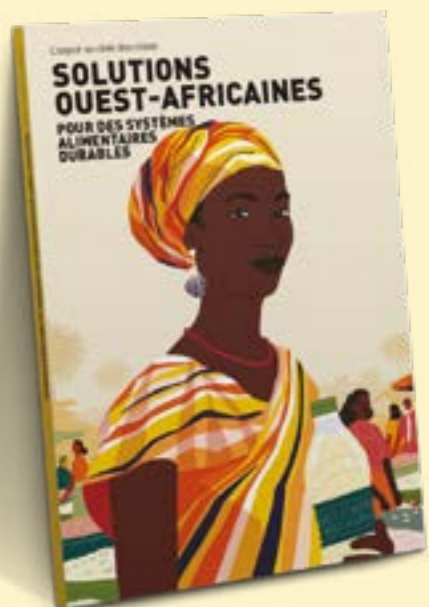


SOLUTIONS POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES



ACTES DU SÉMINAIRE | PARIS | SEPTEMBRE 2023

L'ESPOIR AU-DELÀ DES CRISES



La publication *L'espoir au-delà des crises : solutions ouest-africaines pour des systèmes alimentaires durables*, fruit du travail collectif de dizaines de partenaires, a été présentée en avant-première.

Écrite par le CFSI, la Fondation de France, le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), et Jafowa (Joint action for farmers organisations in West Africa), cet ouvrage propose de repenser les systèmes alimentaires via des pistes concrètes, à travers les témoignages de celles et ceux qui font vivre des circuits alimentaires diversifiés et durables en Afrique de l'Ouest.

JOSÉ TISSIER

président du Comité des solidarités internationales de la Fondation de France



“ Un document précieux et facile à lire qui croise la parole des acteurs des filières avec celles de chercheurs, décideurs et militants. Les solutions sont exposées sans angélisme. Les contraintes et les combats à mener sont bien exposés : accès au foncier, aux semences, biais urbain des politiques, etc. ”

Le document est disponible au format numérique sur alimenterre.org/l-espoir

Des exemplaires papier peuvent vous être envoyés sur simple demande auprès du CFSI.

À DÉCOUVRIR AUSSI

5 La série de podcasts

Disponibles en français, mooré, bambara et peul sur Youtube, Acast et Spotify.



POURQUOI PROMOUVOIR LE CONSOMMER LOCAL EN AFRIQUE DE L'OUEST AUJOURD'HUI ?

Le concept de « consommer local » comme fil conducteur du programme Terres nourricières a été réinterrogé :

Les régimes alimentaires et la place des produits importés varient selon les territoires (exemple : grande consommation de blé en Mauritanie alors qu'elle est anecdotique en Guinée Bissau) mais aussi des groupes sociaux, comme l'ont confirmé deux études menées par le Grdr à Kayes et à Ziguinchor. Globalement, la grande majorité (80 %) des denrées consommées sont produites dans la sous-région et la production suit la hausse rapide de la demande. Par ailleurs, cette dichotomie local/importé ne rend pas compte de l'imbrication des circuits, comme pour les produits industriels locaux qui intègrent des matières premières importées.



© B. Assouline, AVSF

L'EXEMPLE DU LAIT

90 % du lait consommé au Mali est issu de poudre de lait importée. La production locale est abondante mais seulement 5 % est collectée.

La collecte du lait local est pourtant un formidable levier pour les revenus des éleveurs sahéliens.

Toutefois, le concept reste pertinent pour faire progresser le droit à l'alimentation

- Certains produits importés sont bien ancrés dans les habitudes de consommation des ménages défavorisés d'où le manque de résilience en cas de chocs sur ces quelques produits qui peuvent être essentiels pour certaines zones ou groupes sociaux (exemple des Guinéens qui consomment 100 à 120 kg de riz par an) ;
- Les importations sont facilitées notamment par la faiblesse des droits de douane dans les pays africains alors que les paysans et éleveurs sont majoritaires ;
- L'accessibilité économique et physique influence les choix d'approvisionnement comme l'ont confirmé les études du Grdr et des opérateurs privés façonnent les politiques en leur faveur à l'encontre de l'intérêt général.



OUSSEINI OUEDRAOGO
secrétaire général du Roppa

“ En Côte d'Ivoire, des importateurs de riz ont bloqué un programme de développement de la filière locale. ”

SENSIBILISER ET MOBILISER

Les questions alimentaires soulèvent depuis plusieurs années de nombreux débats. Il ne s'agit pas seulement de réfléchir aux problématiques soulevées à l'échelle de nos territoires mais d'élargir l'approche à l'échelle internationale. Le festival ALIMENTERRE promeut l'accès à une alimentation saine et suffisante pour tous.

À travers une démarche d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), ALIMENTERRE vise à faire comprendre les liens d'interdépendances de nos systèmes alimentaires à l'échelle mondiale, à cultiver l'esprit critique et à amener à saisir les marges de manœuvre individuelles, mais également collectives pour co-construire des systèmes alimentaires plus justes et plus durables.

Campagne créée en 2001, ALIMENTERRE est devenu un festival de films documentaires en 2007 et a déjà été organisé dans plus de 25 pays. Un comité de pilotage international est en construction afin d'assurer une meilleure coordination des activités dans les différents pays, renforcer la visibilité du festival et réfléchir à l'adaptation des outils de sensibilisation aux différents contextes et territoires qui accueillent l'événement.



FESTIVAL ALIMENTERRE
CFSI Notre avenir se joue dans nos assiettes

LE FESTIVAL ALIMENTERRE AU TOGO, UN OUTIL DE PROMOTION DU « CONSOMMER LOCAL »

Présent jusqu'au nord du pays, le festival ALIMENTERRE est ancré dans le paysage. Le Togo est un des rares pays d'Afrique de l'Ouest où le « consommer local » est un axe de politique publique. Cette évolution a été possible notamment grâce à l'action de l'Oadel qui promeut l'alimentation durable et locale depuis près de 20 ans. Son travail de sensibilisation a débouché sur une évolution des habitudes alimentaires et l'émergence de nombreux entrepreneurs qui transforment les produits locaux.

◀ Festival ALIMENTERRE à l'île Maurice en 2022.

En France, l'ECSI est soutenue depuis plus de 30 ans par l'Agence française de développement (AFD), le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Elle cible les citoyens français et ceux des pays partenaires, les acteurs institutionnels tels que les collectivités et établissements scolaires et les acteurs de la société civile. Les sujets mis en avant pour encourager les modes de consommation et de production responsables sont variés. On peut citer par exemple la filière lait, révélatrice d'enjeux communs entre la France et l'Afrique de l'Ouest : renouvellement des générations, qualité du lait, enjeux climatiques, etc. Les acteurs français et belges du plaidoyer impliqués dans la campagne « N'exportons pas nos problèmes » travaillent à rendre possible le développement d'une politique européenne cohérente pour soutenir les filières locales africaines.

Ainsi, la filière lait est un excellent point de départ pour sensibiliser les élèves de l'enseignement général ou agricole. En témoignent la fresque du lait réalisée par une classe de 3^{ème} qui met en exergue les problématiques que le système alimentaire mondialisé fait peser sur les producteurs de lait en Europe et en Afrique de l'Ouest et les animations dans les établissements d'enseignement réalisées par les coordinations territoriales ALIMENTERRE. Ce travail sur la filière lait fait écho à la mobilisation des organisations d'éleveurs et d'éleveuses qui ont créé une plateforme multi-acteurs pour le développement de la filière lait local dans 17 pays d'Afrique de l'Ouest. Dans toutes ces situations, la posture de dialogue, la mise en valeur d'enjeux communs et la production de connaissances pour objectiver les faits ont été des facteurs clefs de réussite.

CHLOÉ LANDRIOT

professeure de lettres au collège Anne Franck à Brives-Charensac (43)



“ Pour impliquer les élèves, on est parti de ce qu'ils mangent et boivent, ainsi que d'un questionnaire sur les produits laitiers. Puis à partir de là, on s'est demandé d'où venait le lait. ”



◀ Les élèves du collège Anne Franck ont remporté le Prix ALIMENTERRE 2023 avec leur Fresque du Lait.

DES CONSTATS ALARMANTS



Inégalités

très fortes entre les pays et au sein des pays dans le partage des richesses mais aussi dans l'accès aux facteurs de production



Maladies

non transmissibles en explosion, et sans accès aux soins en Afrique alors qu'elles viennent s'ajouter à une sous-nutrition persistante



Dépendance

des agriculteurs et des consommateurs à des systèmes techniques et à des acteurs qu'ils ne maîtrisent pas



Système verrouillé

avec un rapport de force défavorable pour faire bouger les lignes



KAKO NUBUKPO

économiste, commissaire de l'UEMOA

“ En Afrique, l'économie de prédation – par les élites, les pays émergents – ne s'est jamais aussi bien portée. ”

8 SOLUTIONS

1 CONCEVOIR DES POLITIQUES ALIMENTAIRES CENTRÉES SUR LA DEMANDE

et sur l'incapacité des plus démunis à acheter des vivres plutôt que sur l'offre.

4 DEMANDER DES COMPTES AUX GRANDES ENTREPRISES

au-delà de leurs performances financières en profitant « du pied dans la porte » de la RSE et du devoir de vigilance.

« Le lait réengraissé est une poudre qui envahit le marché africain et qui limite la promotion de la filière lait local »

HINDATOU AMADOU,
responsable plaidoyer et genre à l'Apess



6 CRÉER DES COALITIONS

réunissant les secteurs agricole, environnemental et sanitaire. Les pathologies nutritionnelles appellent à mettre en place des politiques transversales.

POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS ALIMENTAIRES DU XXI^{ÈME} SIÈCLE

2 FAIRE PARTICIPER LES CITOYENS

à la redéfinition des paysages alimentaires dans leurs territoires pour redéfinir un contrat social sur la base des réalités actuelles (démocratie alimentaire).



« Le contrat social reposant sur le principe "nourriture la moins chère possible et pas d'empoisonnement dans les trois jours" est dépassé »

NICOLAS BRICAS, chercheur au Cirad

5 RETROUVER UNE SOUVERAINETÉ SUR LES DONNÉES

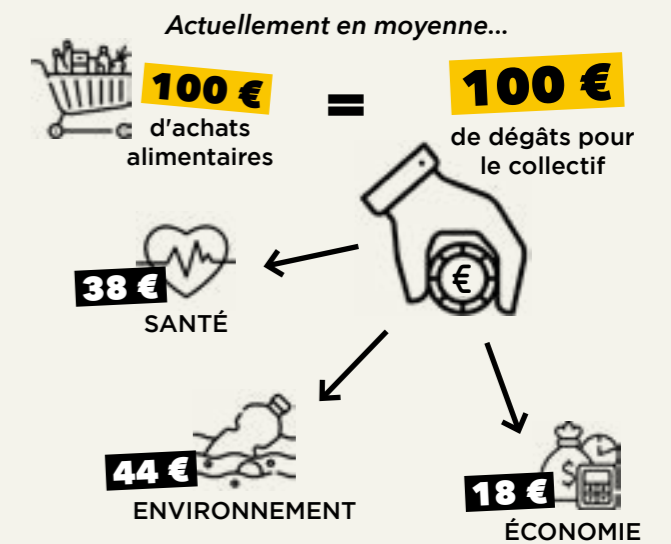
dans les États ouest-africains. Sans cela, les politiques sont pensées de l'extérieur.

7 SOUTENIR L'INSTALLATION DES JEUNES

souvent à l'origine de nouvelles formes de productions collectives. La dichotomie paysans/ agro-industrie mérite d'être dépassée

3 MIEUX ÉVALUER LES INITIATIVES VERTUEUSES

pour convaincre les politiques et réussir le passage à l'échelle : le protectionnisme écologique est davantage défendable.



Source : pré-rapport de 2021 du comité scientifique du Sommet mondial des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)

8 VALORISER LES TERROIRS ET LA DIVERSITÉ ALIMENTAIRE

pour la santé et la biodiversité.

« Quelques leaders femmes de notre mouvement ont travaillé avec l'appui d'un nutritionniste sur le mélange d'épices naturelles pour obtenir un bouillon qui rehausse le goût de nos repas tout en nous apportant des nutriments et en contribuant à la préservation de plantes en voie de disparition »

MARIAMA SONKO,
présidente de Nous sommes la solution



AGIR SUR LES INÉGALITÉS DE GENRE

Bien que les femmes soient responsables de 50 % de la production alimentaire dans le monde, elles sont souvent invisibilisées et subissent des inégalités. En Afrique comme en Europe, les problématiques de genre sont peu mentionnées dans les politiques agricoles et les femmes ne sont que faiblement représentées dans les instances de décision. En Afrique de l'Ouest, leur rémunération est 25 % inférieure à celle des hommes et 8 % d'entre elles sont propriétaires de leur terre.

L'Apess (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane) a mis en place un outil bilan pour l'exploitation familiale qui fait apparaître les contributions des femmes aux revenus des familles. Depuis lors, l'Association a constaté une meilleure compréhension de l'importance du rôle des femmes. Des espaces régionaux de concertation des femmes ont été créés. Le Roppa souligne que « Les femmes sont souvent leaders dans les filières, [et] le bilan simplifié a [...] révélé leur rôle essentiel dans chaque exploitation familiale ».

Dans certains projets de développement, les inégalités de genre sont mieux prises en compte. Par exemple, des techniciennes sont recrutées pour renforcer la mixité dans les équipes. Cela contribue à faire évoluer l'image des femmes en milieu rural. L'alphabétisation est également un levier d'action. C'est un prérequis essentiel à l'investissement des femmes dans l'espace public puisque cette compétence leur (re)donne confiance et assurance.

AUDREY BOULLOT

directrice des programmes et du développement chez SOL



« En Afrique de l'Ouest, les femmes représentent 70 % de l'emploi dans la production et 80 % dans la transformation. »



◀ Dans le Nord du Sénégal où il intervient, le Gret a noté que grâce à l'alphabétisation fonctionnelle, les femmes s'investissent davantage dans l'espace public.

© Gret

LA BOMBE À RETARDEMENT DES MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Avec les changements de mode de vie et de régimes alimentaires, la prévalence des maladies non transmissibles comme le diabète de type 2 va doubler d'ici 20 ans en Afrique. Les pathologies sont multifactorielles mais très liées à l'environnement alimentaire (exemple : des petites portions de chips à prix attractifs disponibles partout et données aux enfants, même avant 1 an).

Si la problématique touche tous les continents, elle revêt une gravité particulière dans un contexte d'accès aux soins quasi inexistant. Le risque de décès du fait de maladies cardiovasculaires est aussi augmenté pour les personnes nées avec un faible poids (en lien avec la malnutrition des mères, théorie de Barker).

La double charge de pathologies liées à la sur et sous alimentation se retrouve à toutes les échelles : au sein d'une même zone, d'une même famille, et même à l'échelle individuelle (suralimentation lipidique avec carence en micronutriments).

STÉPHANE BESANÇON

directeur de Santé Diabète



« Jusqu'à 40 % des revenus des familles des diabétiques sont consacrés aux soins ! »

Des pistes de solutions

Des ONG comme Santé Diabète et le Gret mettent en place des actions de prévention qui fonctionnent bien quand plusieurs canaux de communication sont utilisés. Il est complexe d'influencer les comportements alimentaires car on touche à la psychologie. La valorisation des comportements positifs déjà existants est efficace, par exemple chez les futurs pères qui accompagnent leur femme aux visites prénatales.

Les enquêtes du Gret à Bamako ont montré qu'il y avait une réelle prise de conscience des populations. © Gret



focus sur **les solutions du Gret** pour agir sur l'offre alimentaire


COMMUNICATION SOCIALE POUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT EN NUTRITION


MISE À DISPOSITION D'ALIMENTS LOCAUX FORTIFIÉS


APPUI À L'ENVIRONNEMENT LÉGISLATIF



LE LEVIER DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

L'alimentation scolaire en circuits courts est un levier de durabilité des systèmes alimentaires, notamment car elle peut donner le goût des aliments frais et sains aux enfants dès leur plus jeune âge et soutenir les filières locales.

En Afrique de l'Ouest, le taux de couverture des cantines scolaires est relativement faible et variable d'un État à l'autre : au Bénin, 75 % des écoles primaires publiques sont couvertes contre 13 % au Sénégal. Pourtant, les retombées économiques sont très intéressantes : selon le Programme alimentaire mondial (Pam), 1 dollar américain investi dans les cantines scolaires génère 9 dollars environ dans plusieurs domaines dont la santé et l'éducation. C'est pourquoi un groupe multi-acteurs comprenant aussi bien des ONG que des députés et des représentants paysans militent pour que l'État sénégalais se dote d'une loi sur l'alimentation scolaire.

Le Bénin, qui dispose d'une politique d'alimentation scolaire ambitieuse, est passé de 0 à 42 % d'approvisionnement en riz local entre 2016 et 2022. Cette progression a été en partie possible grâce au programme de renforcement des organisations paysannes (OP) proposé par le Pam. En 2023, les OP béninoises ont obtenu qu'un objectif de 75 % d'approvisionnement en riz local soit fixé. Elles se mobilisent en 2024 pour sécuriser cet objectif par une loi.

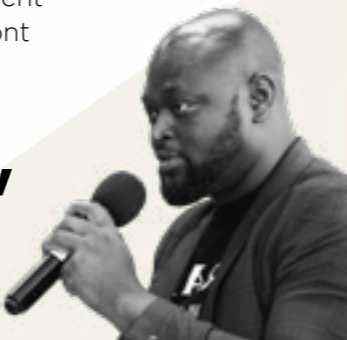
Les modèles de cantines sont très divers, tant en termes de gouvernance que d'organisation logistique. Au Bénin la gestion est centralisée et assurée par le Pam (prochainement par une agence gouvernementale). Ce modèle offre des avantages en termes d'optimisation des approvisionnements et de protection sociale mais il limite l'implication des communautés et des acteurs des territoires. À l'inverse, la gestion décentralisée des cantines sénégalaises permet plus de souplesse et l'implication d'une pluralité d'acteurs comme les collectivités territoriales. C'est le cas par exemple des cantines soutenues par le Grdr et le département de Rufisque.

© J-B. Russel, Grdr

▲
L'expérience du Grdr montre que les cuisines centrales sont plus adaptées au milieu urbain, là où les cuisines dans chaque école avec des contributions en nature sont plus adaptées au milieu rural.

JOUKOV DAHOÛ

chargé de programme à la Pnoppa-Bénin



“ Grâce à l'animation pays [du programme Terres nourricières], la Pnoppa-Bénin s'est réveillée. Notre participation à l'atelier de Dakar a été déterminante et nous avons organisé des rencontres avec le Ministère tout au long de l'année 2022. ”

4 SOLUTIONS POUR FINANCER LE CONSOMMER LOCAL

En plus de la concurrence avec les importations, la plupart des acteurs économiques des filières agroalimentaires ouest-africaines se trouvent confrontés à l'absence de solution de financement. Les dirigeants politiques peuvent afficher une volonté de promouvoir le « consommer local » tout en appliquant le désarmement tarifaire et en conservant le FCFA. Son arrimage à l'Euro le rend stable mais encourage le financement d'importations au détriment d'investissements productifs. Les défis de financement des filières alimentaires sont particulièrement prégnants en Afrique de l'Ouest avec :

- **des coûts trop importants** pour les investisseurs lorsque les prêts contractés sont inférieurs à 200 000 euros ;
- **des PME qui n'ont pas toujours les compétences et/ou les ressources** pour rechercher les financements et répondre aux exigences des investisseurs.



KAKO NUBUKPO

économiste, commissaire de l'UEMOA

Solution #1

UN OBSERVATOIRE DU FONCIER RURAL

car la détention d'un titre foncier est très liée à la capacité d'obtention un crédit



JOHAN THUARD

chargé de mission à la Sidi

Solution #2

DES GARANTIES ET SUBVENTIONS

apportées aux financeurs pour leur permettre de prendre des risques



GAËLLE KERGRAISSE

responsable Fondations & Programmes à la Fondation de France

Solution #3

DES "COUPS DE POUCE" FINANCIERS AVEC TERRES NOURRICIÈRES

à destination des PME et coopératives afin de faire levier pour l'accès à de nouvelles sources d'investissement



HINDATOU AMADOU

responsable plaidoyer et genre à l'Apess

CÉCILE BROUTIN

responsable de programme au Gret

Solution #4

DES ASSOCIATIONS D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT POUR LES FEMMES

développées dans le cadre de projets afin de leur faciliter l'accès aux financements

SOLUTIONS POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES

Cette publication rend compte des points saillants des débats et présentations lors du séminaire international organisé par le CFSI et la Fondation de France les 27 et 28 septembre 2023 à la Maison de la Conversation à Paris, en partenariat avec le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) et Jafowa.

Face à la mondialisation des échanges agricoles et alimentaires, les paysans, principales victimes de la faim, sont de plus en plus marginalisés. Pourtant, l'agriculture familiale démontre ses capacités d'innovation, son aptitude à nourrir les populations tout en préservant l'environnement et en faisant reculer la pauvreté.

C'est pourquoi, le **programme Terres nourricières** vise à renforcer les membres du CFSI ainsi que les réseaux qu'il anime afin qu'ils développent des innovations locales et paysannes et analysent l'impact des politiques françaises et européennes sur l'agriculture en Afrique de l'Ouest. À partir de leurs pratiques, ils produisent des connaissances qui rendent plus crédibles le plaidoyer et la sensibilisation en faveur d'une agriculture et d'une alimentation durables et se font entendre au-delà du cercle des convaincus.

Le programme Terres nourricières est porté par le CFSI. Il bénéficie de la contribution de l'Agence française de développement, de la Fondation de France, du fonds de dotation Biocoop, de la fondation Daniel et Nina Carasso, du fonds de dotation Compagnie fruitière, de la fondation Léa Nature, et de Vrai. Le présent document ne représente pas forcément les opinions de ces partenaires.

Avec le soutien de :

